Compte-Rendu Conseil Municipal du 08 Décembre 2015

Présents : Gérald MISSOUR, Bernard SCHAEFFNER, Didier HUOT, Danielle COURROYE, Jean-Bernard COMBA, Marie-Diane ALLEMAND, Hélène ORNIA, Didier AZNAR, Audrey BLANCHER.

Procurations : Philippe GRANDMOUGIN à Jean-Bernard COMBA ; Brigitte ROUVIER à Bernard SCHAEFFNER ; Franck ALLAINE à Audrey BLANCHER, Vincent LEVANTERI à Didier AZNAR.

Absent : Imane LAHMAN

Secrétaire de séance : Hélène ORNIA

Début de séance du conseil à 18h23

Question 1 : Régime indemnitaire des agents communaux.

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Monsieur le Maire commence par faire une présentation du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) qui sera mis en place d'ici fin 2016. C'est un nouvel outil de référence qui tient compte des fonctions, de l'expertise et de l'engagement professionnel qui viendra en remplacement des autres indemnités existantes. Il ne touche qu'un certain cadre d'emploi.

Bernard Schaeffner demande si pour 2016 ce nouveau régime indemnitaire permettra de conserver les versements de façon mensuelle.

Gérald Missour confirme que les agents qui le souhaitent et qui peuvent bénéficier de ce régime indemnitaire continueront à avoir ce mode de versement.

Monsieur le Maire fait alors remarquer qu'un poste occupé au secrétariat n'étant pas sous un statut de fonctionnaire, il ne peut donc prétendre à toutes les primes liées à la fonction publique mais le RIFSEEP oui.

Or le RIFSEEP n'étant toujours pas officiellement applicable car les décrets d'application ne sont toujours pas sortis, il est proposé en attendant de voter une équivalence pour cette personne sous forme de versement de bonus exceptionnel pour l'année 2015.

Bernard Schaeffner précise qu'il serait bon de rappeler que cela peut faire des impôts à payer plus important pour l'année 2015 si cela lui est versé dès ce mois de décembre. Un versement en début d'année 2016 pourrait différer cette augmentation.

Gérald Missour indique que la proposition sera faite pour un versement décalé et que la personne en fera le choix selon ses convenances.

Didier Aznar indique qu'il serait opportun de récompenser le travail de l'année sous forme d'un levier modulable basé sur des critères.

Gérald Missour répond que justement certains régimes indemnitaires permettent cela dont celui-ci et qu'ils sont discutés lors des entretiens annuels.

Hélène Ornia indique qu'effectivement ces notions de critères et objectifs constituent tout le travail à établir pour l'encadrement des entretiens de fin d'année.

Il est proposé de mettre à jour la délibération fixant le régime indemnitaire des agents communaux.

Pour 2015 (versement exceptionnel annuel) :

Au 31 décembre 2015 la prime de fonctions et de résultats est abrogée par le Décret n°2015-661 du 10 juin 2015. Il est prévu que la Prime de résultats soit remplacée par un régime indemnitaire tenant

compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction (IFSEEP). L'objectif de ce nouveau régime indemnitaire est de valoriser principalement l'exercice des fonctions.

A ce jour le Centre de Gestion du Gard nous a confirmé ne pas avoir connaissance des moyens d'application de ce nouveau régime indemnitaire et il conviendra pour 2016 que le Conseil municipal statue, une fois le décret d'application sorti, sur ce nouveau régime pour l'agent concerné dans notre commune.

Dans l'attente et afin de ne pas pénaliser l'agent il est proposé de voter un bonus de 2000 euros qui sera soustrait au montant du régime indemnitaire de 2016.

En vertu de l'article 5 du Décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière, la part individuelle peut être attribuée au titre d'une année sous la forme d'un versement exceptionnel, pouvant intervenir une à deux fois par an et non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Il est proposé de faire valoir ce versement exceptionnel au titre de l'année 2015, la Prime de Fonctions et de Résultats, comme suit :

Filière	Grades	Service	Montant de référence	Effectifs	Enveloppe budgétaire globale
Administrative	Attaché	Secrétariat général	Part annuelle liée aux résultats : 1600	1	2000

Indemnité d'Administration et de Technicité

Bénéficiaires

Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et les agents non titulaires de droit public relevant des cadres d'emplois suivants pourront bénéficier de l'indemnité d'administration et de technicité :

Filières	Grades	Montants moyens de référence *	Effectifs	Enveloppe budgétaire globale
Administrative et Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Adjoint administratif de 2^{ème} classe • Adjoint technique de 2^{ème} classe 	449.29 €	6	8 000
Administrative et Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Adjoint technique de 1^{ème} classe • Adjoint administratif de 2^{ème} Classe 	464.30 €	3	3 900

*Ce montant est indexé sur la valeur du point d'indice.

Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

Bénéficiaires

Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et les agents non titulaires de droit public relevant des cadres d'emplois suivants pourront bénéficier des indemnités horaires pour travaux supplémentaires :

Filières	Service	Cadres d'emplois	Effectifs	Crédit Global
Administrative	Accueil du public	Adjoint administratifs	2	600
Technique	Technique et Ecole	Adjoint techniques	8	800

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et selon les dispositions du n° 2002-60 du 14 janvier 2002. La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle. Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique Paritaire (CTP). A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation du CTP, pour certaines fonctions.

Agents à temps partiel

Il est proposé de décider que, en application du décret n° 82-722 du 16 août 1982, les agents autorisés à travailler à temps partiel ayant effectué exceptionnellement un temps de travail supérieur à celui qui leur est imparti, pourront percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le taux horaire applicable à chaque agent est déterminé en divisant le montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence par un nombre égal à 52 fois le nombre réglementaire d'heures de service par semaine. Le plafond mensuel des heures supplémentaires effectué par chaque agent autrement que les dimanches et jours fériés ou la nuit, ne peut excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par le nombre de jours ouvrables du mois considéré.

En application de l'article 60 de la loi n°84-53 susvisée, les agents autorisés à travailler à temps partiel percevront une fraction des primes et indemnités de toute nature afférentes au grade ou à l'emploi correspondant à leur quotité de travail.

Agents à temps non complet

Il est proposé de décider que le régime indemnitaire s'appliquera également aux agents à temps non complet, régis par le décret n° 91-298 du 20 mars 1991.

Lorsque l'agent devrait relever du régime des indemnités horaires (IHTS), les heures effectuées à titre exceptionnel au-delà de la durée de travail de l'agent seront rémunérées sur la base d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée du service à temps complet applicable dans la collectivité. Au-delà de ce seuil pourront être perçues des heures supplémentaires calculées sur la base du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 susvisé.

Attributions individuelles

L'attribution individuelle est modulée en fonction de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions. Les critères de versement de l'indemnité d'administration et de technicité sont fixés comme suit : La manière de servir, appréciée notamment à travers la notation annuelle, la disponibilité, l'assiduité, l'expérience professionnelle, les fonctions et le niveau hiérarchique appréciés notamment par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, l'assujettissement à des sujétions particulières.

L'autorité territoriale procède aux attributions individuelles en fonction de la manière de servir telle que déterminée ci-dessus.

Modalités de maintien et suppression

Le versement des primes et indemnités est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues, congé de maladie ordinaire n'impliquant pas le demi-traitement.

Les primes et indemnités pourront cesser d'être versées :

- en cas d'indisponibilité impliquant une absence continue supérieure à 6 mois
- à l'agent faisant l'objet d'une sanction disciplinaire et portant sur une éviction momentanée des services ou fonctions (exclusion).

Périodicité de versement

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité :

Mensuelle pour la Prime de Fonction et de Résultats de l'attaché territorial.

Annuelle pour l'IAT (traitements de décembre 2015)

Clause de revalorisation

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet

La délibération 1 du 12 décembre 2014 est abrogée.

Crédits budgétaires

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget communal au chapitre 64 et les éventuelles revalorisations des barèmes et taux applicables aux fonctionnaires d'Etat s'appliqueront automatiquement, sans nouvelle délibération.

Il est proposé d'approuver le régime indemnitaire et ses clauses d'application définies ci-dessus.

Approuvé à l'unanimité

Jean-Bernard Comba souhaite pour sa part que ces indemnités soient versées au plus tôt, qu'un versement sur fin octobre ou début novembre permettrait au personnel d'en bénéficier plus tôt et de pouvoir ainsi apprécier au mieux leur fin d'année en famille.

Gérald Missour rappelle qu'il est dans la pratique d'effectuer les versements de primes en fin d'année, que cela permet de mieux contrôler le budget annuel et surtout de donner ces primes après les entretiens annuels.

Fin de séance du conseil à 18h51